

*La revanche des petites nations. Le Québec, l'Écosse et la Catalogne face à la mondialisation* de Stéphane Paquin,  
Montréal, VLB éditeur, 2001, 219 p.

André Lecours

Volume 21, numéro 1, 2002

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040305ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040305ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lecours, A. (2002). Compte rendu de [*La revanche des petites nations. Le Québec, l'Écosse et la Catalogne face à la mondialisation* de Stéphane Paquin, Montréal, VLB éditeur, 2001, 219 p.] *Politique et Sociétés*, 21(1), 120–123.  
<https://doi.org/10.7202/040305ar>

---

***La revanche des petites nations. Le Québec, l'Écosse et la Catalogne face à la mondialisation***

de Stéphane Paquin, Montréal, VLB éditeur, 2001, 219 p.

Le nationalisme dans les sociétés occidentales est un sujet de recherche qui est devenu fort populaire au cours des dernières années et qui, en conséquence, a engendré une littérature considérable. *La revanche des petites nations* représente une contribution qui se veut solide, sans toutefois être des

plus originales, à ce corpus. L'angle de recherche adopté dans ce livre, les mouvements nationalistes et la mondialisation, est prometteur et assez peu exploré dans la littérature. L'auteur dégage des questions de recherche intéressantes, mais leur développement théorique reste plutôt embryonnaire et leur application empirique est inégale. En effet, l'auteur parle moins de l'impact de la mondialisation sur le nationalisme que le sous-titre du livre ne l'amène à penser. Un traitement plus exhaustif de ce thème, aux dépens des descriptions historiques du développement des trois mouvements nationalistes à l'étude, aurait rehaussé l'originalité de la recherche. L'auteur développe aussi des arguments sur la modernité et l'ouverture des nationalismes catalan, écossais et québécois qui sont bien articulés mais peu controversés, car maintenant généralement bien acceptés. Tout de même, du point de vue d'un lecteur francophone, il est intéressant de lire un livre qui rend compte des mouvements nationalistes dans les démocraties libérales sur une base vraiment comparative. En effet, la littérature en français sur ces mouvements est habituellement centrée sur le Québec et souffre de l'absence d'une perspective plus large.

Le premier chapitre du livre porte sur le nationalisme. La discussion reprend les débats entre « primordialistes » et « modernistes » et ceux sur la dichotomie civique-ethnique. L'auteur critique la conception moderniste pour sa logique universaliste résultant de sa trop grande dépendance envers les processus de modernisation. Cette remarque est valide en ce qui a trait aux travaux d'Ernest Gellner et de Benedict Anderson auxquels réfère l'auteur. Par contre, il est faux de dire que les modernistes « font l'impasse sur l'histoire et les stratégies des acteurs » (p. 47). Il suffit de considérer les écrits de Paul Brass, par exemple, pour réaliser que les « modernistes » ne sont pas tous des macrostructuralistes. Pour ce qui est des concepts de nationalisme civique et ethnique, l'auteur questionne justement la simplicité de la distinction ainsi que les conséquences qui leur sont généralement attribuées. Les mouvements nationalistes, comme le nationalisme des États, ont des composantes à la fois ethniques et civiques. De plus, le nationalisme civique peut être porteur de conflits et d'injustices au même titre que le nationalisme ethnique, comme le démontre le cas des Autochtones d'Amérique du Nord mentionné par l'auteur.

L'auteur suggère que la mondialisation stimule les mouvements nationalistes en réduisant les avantages de l'intégration et les obstacles à l'indépendance. En d'autres termes, l'ordre international qui a été traditionnellement hostile aux nationalismes serait maintenant plus favorable : c'est la revanche des petites nations. Cette thèse, tout à fait plausible, est développée dans les deuxième et troisième chapitres qui sont les plus intéressants du livre. L'auteur suggère que la mondialisation rend l'option indépendantiste moins risquée, car le libre-échange, l'intégration régionale et les nombreux accords et forums internationaux amortissent les coûts de la transition. Il avance aussi que la cohésion des sociétés multinationales est diminuée du fait de la mondialisation, car les ressources dont dispose l'État pour assurer cette cohésion se trouvent amoindries. Cette faiblesse étatique

mène à des politiques décentralisatrices qui favorisent les mouvements nationalistes surtout que les enjeux du développement économique sont envisagés dans une perspective locale ou régionale. Ces arguments ont du mérite, sont bien exprimés mais restent assez peu développés. De plus, ils auraient gagné à être plus visibles dans les chapitres empiriques subséquents où ils ne sont pas systématiquement testés.

Les chapitres portant respectivement sur la Catalogne, l'Écosse et le Québec offrent un historique de l'émergence du nationalisme dans ces trois régions. Ils rendent bien compte des différents cas mais n'apprennent rien de nouveau à ceux pour qui ils sont familiers. Dans ces chapitres, le concept large de mondialisation est rendu opérationnel principalement par deux processus : l'affaiblissement de l'État-providence et la construction de blocs régionaux. La pertinence de ces processus pour comprendre les trois mouvements nationalistes examinés apparaît plutôt inégale.

Le cas qui appuie le mieux l'argument de l'auteur est l'Écosse où la corrélation entre la poussée du nationalisme dans les années 1980 et 1990 et les politiques des gouvernements conservateurs est très forte, et où l'effet rassurant de l'intégration européenne sur les visées indépendantistes semble le plus important, comme en témoigne le slogan politique «indépendance dans l'Europe». Le cas du Québec est moins convaincant. L'auteur suggère que la popularité de l'option souverainiste dans la première moitié des années 1990 provenait en grande partie du fait que le Parti québécois défendait l'État interventionniste contre les tendances néolibérales, tandis que son impopularité depuis découlerait d'un changement de cap de la part de ce même parti. Il est plus probable que cette variation de l'appui à la souveraineté ait été le produit des circonstances politiques (échec des grandes négociations constitutionnelles au début des années 1990, absence de telles négociations au cours des six dernières années). Le cas catalan est encore plus problématique. En effet, la force déterminante dans la montée du nationalisme catalan contemporain fut la dictature de Franco qui associa, bien à son insu, l'autoritarisme au centralisme et la démocratie au nationalisme, ce qui eut pour conséquence de légitimer ce dernier. Dans la période démocratique, ce sont des facteurs politico-institutionnels liés aux systèmes de partis et à la compétition entre communautés autonomes qui sont décisifs. L'auteur aborde ces facteurs, mais brièvement, puisque sa thèse l'amène à se concentrer sur les défaillances de l'État-providence. Il a d'ailleurs plus de difficulté à clairement faire le lien avec le nationalisme catalan qu'avec les deux autres nationalismes. Le fait que le nationalisme catalan ne soit pas sécessionniste, comme l'auteur le mentionne justement, complique aussi sa tâche de démontrer que la mondialisation réduit les coûts de l'indépendance, cette hypothèse se posant moins bien que dans les cas écossais et québécois.

*La revanche des petites nations* se situe dans un créneau de recherche important, car nationalisme et mondialisation sont deux phénomènes qui semblent représenter des forces politiques durables. En conséquence, l'impact de la mondialisation sur le nationalisme est un thème qui devrait être une priorité pour les spécialistes du nationalisme. Ceux-ci pourront trouver dans ce livre

des questions de recherche pertinentes et stimulantes qui pourront informer, voire guider, leurs travaux.

André Lecours  
*Université Concordia*